



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Guinée-Bissau

Question écrite n° 53241

Texte de la question

M. Patrick Balkany appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères et européennes sur les tensions politiques en Guinée-Bissau à l'approche des prochaines élections présidentielles prévues pour le 28 juin 2009. Dans la nuit du 4 au 5 juin dernier, le ministre de l'administration territoriale, candidat aux élections présidentielles, a été assassiné par des militaires à son domicile. Par ailleurs, l'ancien ministre de la défense a été tué le même jour par des militaires aux côtés de son garde du corps et de son chauffeur. Ces événements surgissent près de trois mois après les assassinats du président et du chef d'état-major des forces armées, en mars 2009. Si la communauté internationale, ainsi que l'Union africaine, condamnent unanimement ce nouveau cycle de violence, à l'aube d'un scrutin primordial pour la stabilité politique du pays, il apparaît nécessaire que la France apporte tout son soutien pour garantir aux côtés de ses partenaires internationaux le bon déroulement de ces élections tout comme la sécurité des populations. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui faire part de ses intentions à ce sujet.

Texte de la réponse

Depuis 2005 et l'élection du président Joao Bernardo Vieira, la Guinée-Bissau semblait jouir d'une relative stabilité. Celle-ci a toutefois été remise en cause par l'assassinat du président Vieira par des militaires, le 2 mars 2009 vers 4 heures du matin, après qu'un attentat à la bombe a coûté la vie quelques heures plus tôt au chef d'état-major des armées, le général Tagmé Na Way. Ces assassinats ont marqué le déclenchement d'une spirale de la violence, qui a connu un nouvel épisode le 5 juin. Le processus électoral pour doter la Guinée-Bissau d'un nouveau président de la République s'est toutefois poursuivi. Malam Bacai Sanha, candidat du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap vert (PAIGC, parti majoritaire au pouvoir), a remporté les deux tours de scrutin de l'élection avec 63,31 % des voix. Malam Bacai Sanha devrait être officiellement investi président de la République au cours du mois de septembre. La France a été présente aux côtés de la Guinée-Bissau durant cette période trouble. Elle a ainsi contribué au financement du processus électoral, qui a permis l'élection, dans des délais très contraints et dans un contexte agité, d'un nouveau président de la République. Elle a aussi assuré une partie du financement, aux côtés du BINUGBIS (bureau intégré des Nations unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau), d'un programme de formation des médias à la déontologie de la couverture de la campagne électorale et du scrutin. Une mission d'observation électorale déployée par l'Union européenne, regroupant 21 observateurs (dont une Française) dirigés par l'ancien député européen Johan Van Hecke (ADLE, Belge), a permis d'appuyer l'activité de la Commission nationale électorale (CNE) et de qualifier de « libre et transparent » le déroulement de cette élection. En outre, nous soutenons la mission de l'Union européenne visant à soutenir la réforme du secteur de la sécurité en Guinée-Bissau (police, justice, armée) mise en place depuis avril 2008.

Données clés

Auteur : [M. Patrick Balkany](#)

Circonscription : Hauts-de-Seine (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 53241

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 23 juin 2009, page 5997

Réponse publiée le : 8 septembre 2009, page 8474